

"IL FAUT FAIRE DU BRUIT DANS LA VALLEE"

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MARDI

17

FÉVRIER

1976

N° 113

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

sahara occidental

MENACES DE HASSAN II VICTOIRES SAHRAOUIES

Le roi du Maroc a annoncé la chute de Amgalla que les forces marocaines avaient occupé le 29 janvier dernier, en concentrant des forces là-bas. A cette occasion, des soldats algériens qui, comme nous le déclarait alors le F.POLISARIO, étaient venus pour convoier des secours internationaux, avaient été impliqués. Le roi du Maroc prétend que ce sont des forces algériennes qui ont repris Amgalla, avant-hier, en passant par la Mauritanie. Comment se fait-il que Ould Daddah n'ait rien dit au sujet d'une colonne algérienne passant dans le territoire de son pays ?

Le F.POLISARIO affirme qu'en réalité ce sont ses unités qui ont repris Amgalla, après que la puissante colonne qui l'avait attaqué se soit déplacée en direction de Tifariti et Bir Lahlou. Et ce, depuis plusieurs jours. Dimanche soir, la radio sahraouie annonçait que les combats ne se déroulaient plus dans la région de Amgalla où le bataillon marocain a été décimé, mais à Haoussa, encerclée et à Farsia.

Dans tout le Sahara les pertes marocaines sont énormes et il n'est plus possible au roi de faire croire que ses troupes se promènent sans rencontrer de résistance dans le pays. Aussi, accuse-t-il l'Algérie d'intervenir pour justifier ses échecs, il continue ainsi de nier l'existence du peuple sahraoui qui se manifeste avec éclat par son héroïque résistance.

Les déclarations du roi du Maroc sont lourdes de menaces de guerre. Il demande à l'Algérie «soit une guerre loyalement et ouvertement déclarée, soit une paix internationalement garantie». Est-ce que par la suite, le roi du

Maroc se jugera en droit d'intervenir en territoire algérien pour bombarder les camps dans lesquels les femmes et les enfants sahraouis ont provisoirement trouvé refuge ?

De son côté, l'Algérie a répondu au message du roi «si l'Algérie n'est pas présente

militairement au Sahara Occidental, elle n'en est pas moins partie concernée sur la base des multiples résolutions des Nations Unies. S'agissant d'un mouvement de libération, dans un territoire non autonome et, qui plus est situé à ses propres frontières, l'Algérie est tout naturellement aux côtés du

peuple sahraoui et de son avant garde le F.POLISARIO».

G. CARRAT

Un membre de la délégation du Front POLISARIO en Europe a accepté de répondre, à nos questions sur la situation actuelle au Sahara Occidental.

Combattants sahraouis.



Interview de Mokhtar Malainine, membre de la délégation du F. Polisario en Europe

—Le Quotidien du Peuple : Le roi du Maroc prétend qu'il y a des combats dans la région de Amgalla, opposant les troupes marocaines et algériennes. Quelle est la réalité de ces combats ?

—Depuis la bataille de Amgalla qui s'est déroulée dans les environs du 28 janvier et qui a duré plusieurs jours, il n'y a

plus de soldats algériens sur le territoire sahraoui.

Cette bataille était la première d'une offensive de grande envergure des troupes marocaines, offensive très sérieusement préparée contre les territoires libérés. La moitié de nos combattants ont consacré toute leur activité à évacuer la population civile, première victime de cette offensive. Elle subis-

sait les bombardements et était la cible des attaques des troupes marocaines.

Mais lorsque nos frères repliés sur les camps ont été évacués, les forces de l'Armée Populaire de Libération sont revenues sur les arrières de l'armée marocaine, les ont attaqués. Ainsi, ce sont les combattants sahraouis qui ont chassé les forces marocaines de Amgalla.

Thermor Cepem en lutte

10^e GREVE A ORLEANS EN 4 MOIS

Voir page 5

SOMMAIRE

- Négociations agricoles à Bruxelles -p.3-
- SACM Mulhouse : faire céder le patron -p.4-
- Bretagne : les chasseurs de primes -p.4-
- Espagne : lutttes contre la répression -p.5-
- La vie du journal -p.6-
- Les Tutelles.
- Notre feuilleton : Etoile Rouge sur la Chine d'E. Snow -p.7-
- Yougoslavie : visite du premier ministre à Paris -p.8-

AVALANCHES: 12 MORTS Qui est responsable?



Voir page 3.

ENQUETE

En bref

Fourcade au marché

Dans un désir bien compréhensible de lutter contre l'augmentation inexplicable du coût de la vie, Fourcade n'a pas hésité à aller au peuple pour se renseigner sur les prix des fruits et légumes au marché de Nice. Après quoi, il a consenti à livrer la solution géniale que cette palpitante expérience lui a permis d'élaborer : «Ce qu'il faut, c'est acheter le moins cher !». Nous voilà bien aidés !. Passant de la parole aux actes illico, il vient d'autoriser une nouvelle série de hausses : après le pain (+5 centimes), les poissons panés (5 à 7%), c'est le tour des tracteurs et machines agricoles (3%) les matières plastiques (1,5 à 5%), les draps (1,5%), le linge de table (2%), pour la réparation des télévisions (10%)... Ce train de hausses qui en suit un autre (essence, fuel domestique, loyers, voitures) va imposer aux travailleurs des restrictions supplémentaires.

Négociations salariales cette semaine

Nouvelle réunion plénière hier, pour la RATP (c'est la 4^e du genre). Aujourd'hui, ce sont les syndicats de fonctionnaires qui doivent rencontrer Gabriel Peronnet, alors que le gouvernement vient d'annoncer la limitation de la création de nouveaux emplois. Les négociations doivent reprendre demain à la SNCF, après l'échec des deux dernières entrevues.

Du nouveau dans l'affaire des pots de vin



La déroute de l'équipe française de ski aux Jeux Olympiques d'Innsbruck risquait d'avoir de graves conséquences pour les marques françaises de ski, et en particulier Rossignol, la plus connue. Mais cette marque avait prévu la parade : d'abord c'est elle qui éduque Rosi Mittermeier, double championne olympique. Mais Rossignol a encore trouvé mieux pour vendre son matériel. Giscard est apparu à la télévision tenant ostensiblement une paire de ski Rossignol dont on pouvait voir distinctement le nom. Ceci figurera-t-il dans le dossier de la publicité clandestine à la télévision ? Giscard, agent publicitaire chez Rossignol, c'est la dernière trouvaille pour relancer les exportations françaises. Et, c'est bien dans la logique de ce gouvernement de représentants de commerce. Une question demeure cependant, combien Giscard a-t-il touché pour skier Rossignol ? On sait qu'à la bourse internationale des pots de vin les chefs d'Etat sont très cotés, ce n'est pas le prince Philippe des pays Bas qui nous démentira.

Correspondant PMU : couplé, tiercé, ... quarté

Le jeudi 26 février, une nouvelle forme de pari verra le jour, le **quarté**. Comme le nom l'indique, il s'agit de miser sur quatre chevaux (dans le quarté simple) au lieu de trois. Trois rapports seront possibles : classe I - les quatre chevaux dans l'ordre ou les quatre premiers dans un ordre croissant pour les combinés ; classe II - le premier et les trois suivants dans le désordre ; classe III - les quatre chevaux dans le désordre. Le prix de base serait fixé à 5 F. On s'agit décidément beaucoup dans le petit monde des courses. Tout est bon pour faire rentrer de l'argent dans les caisses de Fourcade.

Licenciements dans le Grésivaudan :

"IL FAUT FAIRE DU BRUIT DANS LA VALLEE"

Au nord de Grenoble, une vallée sur 40 km, en direction de Chambéry, entre le massif de la Chartreuse et la chaîne de Belledune : c'est le Grésivaudan. Le long de la Chartreuse, le versant ensoleillé, les résidences secondaires, encore quelques champs cultivés. En face, au pied de la Belledune, les cités ouvrières : Domène, Lancey, Brignoud, Goncelin, Pontcharra. A Lancey, un monument : «Lancey, berceau de la houille blanche». Les premières industries de la vallée furent les papeteries, venues utiliser sur place les deux matières premières à très bon marché : l'électricité hydraulique et le bois. Puis ce fut la métallurgie, elle aussi grosse mangeuse d'énergie. Les montagnes devinrent réservoir de main-d'œuvre ; aujourd'hui beaucoup d'ouvriers travaillent encore la terre. Les émigrés italiens seront nombreux à s'installer dans la vallée. Mais aujourd'hui, rien ne va plus.

Avec le plateau Matheysin (près de la Mure), c'est le principal point noir du département. Depuis dix ans, les effectifs sont passés de 1 800 à 1 100 aux papeteries Aussedat-Rey à Lancey. Aux laminoirs Bonmartin, à Domène, ils sont passés de 500 à 300 en quatre ans. Chez Ugimac, à Allevard, 1 000 licenciements sont prévus et de nombreux débrayages ont eu lieu.

Depuis janvier 76, c'est Olivetti à Pontcharra qui part en grève avec occupation contre les licenciements. Mais ce sont les papeteries, industries traditionnelles et les plus importantes, qui vont mettre en branle la vallée. La CGT y est fortement implantée, c'est une tradition.

LES PAPETERIES LANCEY EN GREVE ILLIMITÉE

En 75, à Lancey, ils avaient déjà eu un mois de chômage et il leur a fallu débrayages et manifestations pour être payés à 85 % pour les semaines de 32 H qu'ils ont dû faire. Le 28 janvier, ils partent en grève illimitée avec occupation, après vote à bulletin secret, pour les salaires, les 36 H compensées pour les feux continus et les conditions de travail.

«Le patron écrit dans le journal qu'en 1975, à l'écuage, on a fait 94 694 stères contre 99 068 en 74 et donc qu'il n'y a pas eu aggravation des conditions de travail. Mais il oublie de dire qu'on a chômé en 75 et qu'on a fait 19,08 stères à l'heure contre 17,82 en 74 ! D'ailleurs en 63, 1 800 personnes faisaient 75 000 tonnes de papier, alors qu'en 74 avec 1 130 employés, c'est 125 000 tonnes qui sont sorties !» C'est un responsable de la CGT qui parle à l'assemblée générale quotidienne qui reconduit la grève par acclamations. La réunion est animée. On aborde la question d'une poignée d'ouvriers qui ont été voir la direction pour travailler. «On les ignore, ils ne sont qu'une poignée», «Les noms ! Les noms !» réclament d'autres gars. «Le patron veut bien discuter, mais il ne veut rien lâcher. Il faut faire du bruit dans la vallée, aller voir les autres boîtes, les autres papeteries. Alors ils commenceront à s'inquiéter». C'est toujours le responsable CGT, militant du PCF, qui parle. Après la réunion, les discussions vont bon train, «Il ne fallait pas partir en grève illi-

mitée», s'inquiètent quelques uns. Le soutien financier qui va être envisagé répond à un besoin pressant.

«De toute façon, avec la grève à l'atelier de réparation, ils nous avaient mis en chômage technique. On ne pouvait pas faire autrement. Maintenant, il faut aller jusqu'au bout». C'est ce point de vue qui l'emporte largement, d'autant plus qu'il est prévu de contacter les autres boîtes de la branche. Le moral est bon, l'enthousiasme règne, sur-



tout que les luttes s'étendent dans la vallée.

UNE VALLEE EN LUTTE

Vendredi 6 février, 3 000 travailleurs ont manifesté à Lancey : jamais, il n'y avait eu une telle manifestation dans la vallée ! Il y avait tous ceux des papeteries de Lancey, des papeteries du Doménon, de Bonmartin, et des délégations des autres boîtes de la vallée. Sa portée a été grande. Au début de la semaine suivante, c'est la SCAL à Brignoud qui part en grève pour les salaires et contre le travail du samedi matin. Après trois jours de grève, ils obtiendront satisfaction pour l'essentiel.

Mardi soir, c'est la Setrim à Goncelin qui part en grève illimitée pour les salaires et les conditions de travail. Et malgré l'ordre d'évacuation donné au tribunal le lendemain même, les ouvrières et ouvriers continuent. Jeudi, quand nous les avons vues, le moral était bon malgré la pluie et la neige. Elles bloquent l'entrée avec des voitures. «On tient bon. Vous savez, quand les femmes en-

trent en lutte... les maris ? pas de problèmes, au contraire... Les gars des papeteries sont passés ce matin. Il ne faut pas faire grève chacun dans son coin, il faudrait faire des actions ensemble».

LA TOURNÉE DES PAPETERIES

C'est que jeudi, les gars des papeteries ont inauguré une nouvelle forme de lutte. A la sortie de l'assemblée générale, ils sont partis en deux cortèges de voitures manifester dans la vallée. L'un passant par la Setrim vers Pontcharra, où ils ont fait un meeting avec ceux des papeteries du Moulin-Vieux, qui ont débrayé pour l'occasion. L'autre cortège, vers Domène, où ils ont fait la même chose avec les papeteries de Doménon et chez Bonmartin. Là, il y avait des débrayages depuis deux mois pour les salaires, et après le meeting, ils sont partis en grève illimitée ! Vendredi, c'est aux papeteries de Virille qu'ils sont allés. Cette forme de lutte répond aux aspira-

heures, il a organisé un meeting de solidarité avec les grévistes de Lancey qui a regroupé environ 200 travailleurs, la plupart des papeteries. La lutte a été citée pour la forme et c'est bien sûr la fausse route du programme commun et de l'«Union du peuple de France» qui a été mise en avant.

A tel point qu'on a reproché aux ouvriers des papeteries une «erreur qui a été en partie corrigée par la suite, celle de ne pas avoir associé à la lutte les employés, techniciens et cadres. Car on ne peut se passer d'eux, nos soucis sont leurs soucis, nos problèmes sont leurs problèmes ! Et si ce meeting a été l'occasion pour le PCF d'exhiber une brochette complète d'élus, sénateurs, députés, conseiller général et maires, et les deux candidats aux cantonales, si le PCF «s'est félicité de la volonté de lutte et de la large solidarité», une question se pose : pourquoi la parole n'a pas été donnée aux responsables syndicaux des papeteries de Lancey présents à la tribune ? Et les grévistes d'Olivetti, de Se-

trim, de Bonmartin, ou étaient-ils ? Pourtant les travailleurs veulent réaliser cette unité.

«Je suis à Lancey aux papeteries, mais j'ai fait deux ans à Bonmartin. Aujourd'hui il y a presque un chef pour deux ouvriers. Ma belle-sœur est déléguée à Setrim, mes frères sont encore à Bonmartin». Le gars qui nous parle, nous l'avons rencontré samedi matin à Domène, en train de bricoler sa voiture devant Bonmartin. Il était optimiste. «Cette fois c'est cuit. C'est parti. A la télé hier soir, ils ont dit que d'autres papeteries Aussedat-Rey sont en grève. Ils n'envoieront pas les flics, parce que toute la vallée descendrait. On se rassemble. A la manif, on était 8 000... et encore, on aurait dû être plus». On aurait dû être plus : c'est-à-dire prendre en main le soutien financier, rompre l'isolement, développer les actions communes comme ceux des papeteries. C'est la condition pour un mouvement d'ensemble. La semaine sera décisive.

QUAND LES ELUS DU PCF PARLENT...

Le PCF s'appuie sur les traditions de lutte dans la vallée et, son influence reste importante. Vendredi à cinq

Correspondant Grenoble

POLITIQUE

Négociations agricoles à Bruxelles

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS PRÊT À S'INCLINER

Hier à Bruxelles, les ministres de l'agriculture et des finances de l'Europe des 9 se sont retrouvés. Les ministres des finances doivent discuter du renforcement du système monétaire européen durement secoué par les spéculations sur le franc et le mark et par les difficultés de la lire et de la livre. Quant aux ministres de l'agriculture, ils chercheront à se mettre d'accord sur les prix agricoles, applicables à partir du 1er avril.

Quelle augmentation des prix agricoles sortira de cette réunion ? 10,6 % comme le demandent la FNSEA et le gouvernement français qui s'était engagé à maintenir en 76 le pouvoir d'achat des agriculteurs ? 9 % comme le proposait le parlement européen ou 6,1 % comme le demande la Commission européenne ? Il est pratiquement certain que ce sont ces derniers chiffres qui sortiront des tractations des ministres de l'agriculture de l'Europe des neuf. 6,1 % d'augmentation c'est, même d'après les chiffres officiels, nettement inférieur à la hausse des prix.

EN 2 ANS, BAISSÉ DE 20 % DES REVENUS PAYSANS

C'est-à-dire que les agriculteurs dont le revenu s'est détérioré considérablement : de 20 % au moins en deux ans, verront leur niveau de vie baisser encore en 76. D'après les Chambres d'agriculture, qui pourtant ne défendent pas les intérêts des petits paysans, les augmentations proposées par la commission européenne amèneraient une baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs d'environ 4 %. En fait, pour les petits paysans, cette baisse serait certainement plus

importante. Pour les producteurs de lait, dans l'ensemble, des petits et moyens agriculteurs, la situation s'annonce catastrophique, la commission propose une augmentation en deux étapes : 0,6 % au premier mars et 4,5 % au 15 septembre. Or, c'est au printemps et au début de l'été que la production

la viande bovine, il n'est pas prévu d'augmentation, du prix d'intervention, celui auquel les organismes communautaires s'engagent à acheter les produits agricoles en cas d'engorgement du marché agricole, ce qui est le cas pour le lait, pour la viande, et pour le vin et les fruits.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS COMPLICE

Une nouvelle fois le gouvernement français se pose en victime des exigences de ses partenaires, et prétend que ce sont les gouvernements allemand et italien qui l'obligent à

Bonnet, «tape du poing sur la table» et réclame des augmentations supérieures à celles proposées, s'inclinera une nouvelle fois comme il l'a toujours fait, car il a intérêt comme le gouvernement allemand à limiter la hausse des produits agricoles, pour faire supporter aux paysans sa «lutte» contre l'inflation et pour liquider les petits agriculteurs au profit des gros propriétaires et des trusts agricoles.

Il n'y a donc rien à attendre de positif des négociations de Bruxelles. Il est possible que quelques miettes soient concédées,



laitière est la plus forte, et donc la hausse de septembre arrivera alors que la quantité de lait produite diminue fortement. En conséquence, la baisse effective des revenus des producteurs laitiers risque si ces prix sont adoptés d'être de l'ordre de 10 à 20 %. En ce qui concerne

accepter d'aussi faibles hausses. Les organisations agricoles, la FNSEA en particulier, qui appellent à manifester aujourd'hui pour soutenir les négociateurs français à Bruxelles se font complices de cette mise en scène.

Le gouvernement français, même si à Bruxelles

sur le prix du lait par exemple, mais les petits paysans le savent, le marché commun agricole ne leur a apporté jusqu'à maintenant que ruine et misère, c'est pourquoi ils continueront à se battre pour exiger la fixation de prix agricoles qui leur permettent de vivre.

En bref

Restes de laine et bas morceaux

Pour faire vendre «Nous Deux», l'affichette qui le présentait dans les kiosques cette semaine titrait : «Ne jetez pas vos restes de laines et utilisez les bas morceaux». Encore un biais pour nous faire accepter la nouvelle économie «de crise», une nouvelle façon de nous faire dépenser notre argent ! Les bas morceaux ? Voici ce que dit l'article «culinaire» : «Plutôt que de vous désoler du prix trop élevé de la viande dans les parties «nobles» de l'animal, découvrez plutôt la saveur des viandes à braiser...»

Les bas morceaux reviennent-ils vraiment moins cher ? Avec tous les ingrédients qu'on nous propose de mettre dans les sauces pour les accommoder... le prix du plat doit à peu près revenir au même... Quant aux «restes de laines», en regardant les photos des modèles déposés par le journal, on s'aperçoit bien que les restes ne suffisent pas, et qu'en réalité, il s'agit d'acheter de véritables pelotes...

Discipline militaire dans un C.E.T.

En prévision de la visite de patrons de l'hôtellerie dans le CET Paul Cornu de Liseux, la directrice avait exigé que plusieurs élèves trop chevelus à son goût se fassent couper les cheveux pour impressionner favorablement les visiteurs. En protestation contre cette mesure vexatoire, plusieurs professeurs ont fait la grève des cours vendredi dernier.

Planche abandonne

Planche, le patron condamné à 6 mois de prison avec sursi, 10 000 francs d'amende et trois ans de mise à l'épreuve pour sa responsabilité dans la mort d'un ouvrier sur un de ses chantiers, abandonne la direction de son entreprise. Il s'est dit, écoeuré par ses malheurs. La mort de deux de ses ouvriers sur ses chantiers ne l'avaient pas tant affecté que sa condamnation. La véritable raison de son abandon, c'est en fait ses trois ans de mise à l'épreuve.

Comme il l'a dit lui-même, il risquait à la moindre infraction au code du travail, d'être condamné à accomplir sa peine de prison, or, des infractions au code du travail, il s'en commet en permanence sur les chantiers, Planche ne l'a pas caché.

Il ne sera pas pour autant dans le besoin, c'est son frère qui assurera la direction de l'entreprise dans laquelle il conserve une participation et il va fonder une société de promotion. C'est moins risqué que le bâtiment. Son frère pourra continuer d'exploiter l'entreprise dans les mêmes conditions d'insécurité, sans risques pour lui. C'est ainsi que les patrons se soustraient aux lois.

Cantoniales

LA COURSE S'ANIME

Animé, le dernier week-end politique, l'a été passablement. Déclarations et petits mots de la majorité ou de l'opposition se sont succédés. L'objet de ce remue-ménage, apprécions-en l'importance, n'est autre que... les élections cantonales. En effet à 18 jours de ces élections, le trot s'accélère. Dimanche soir à la fête du «Patriote Côte d'Azur», à Nice, Marchais déclarait : «Plus nos candidats recueilleront de voix, plus s'affirmera la volonté des Français d'exprimer leur mécontentement face à la politique du pouvoir, de renforcer la grande force de changement que constitue le PCF... La France souffre en effet de ne pas avoir assez d'élus PCF à tous les niveaux !»



En effet, les résultats des cantonales constitueront pour les partis bourgeois engagés dans cette course un premier tremplin vers les municipales puis les législatives. Les travailleurs sont loin d'être passionnés par les cantonales. Traditionnellement, c'est plutôt la partie réactionnaire de l'électorat qui va le plus voter. D'où la volonté de Marchais de passionner le débat pour réduire l'abstentionnisme de gauche, celle

contraire de Chirac de rassurer et de dépolitiser. Sur les seize millions d'électeurs, un grand nombre n'ira pas voter car d'intérêt concret à être tel ou tel conseiller général, il n'y en a guère... sauf pour les appareils politiques de la bourgeoisie dans leur rivalité pour contrôler l'État, fabriquer des notables, développer leur «crédit politique». Pour la circonstance, l'humanité redouble dans l'électoralisme le plus éhonté.

DE QUISÉMOQUE-T-ON ?

Quand Salini propose comme seul débouché au mécontentement des masses, les cantonales «Arme puissante que le bulletin de vote contre l'injustice, la misère, pour vivre mieux, vivre libre !» de qui se moque-t-il ?

On sait comment, dans le même temps, le PCF a fait le silence sur la lutte des pistolettiers de Renault ; les intérêts des travailleurs n'ont rien à voir avec ceux de ce parti qui cherche à promouvoir un capitalisme d'État où le pouvoir serait entre les mains de ses notables, de cadres et de techniciens.

Pierre PUJOL

LES AVALANCHES

l'industrie du ski en question

Depuis deux jours, la liste des victimes ensevelies sous des avalanches ne cesse de s'allonger. A la Toussuire, Jean Noël Auger, ancien champion de ski a trouvé la mort sur la piste du Bellard, à Vars, c'est une étudiante en vacances qui a subi le même sort ; et que ce soit à Meribel à Val d'Isère, à Avoriaz, ou à la Mongie dans les Pyrénées, on ne peut pas parler de déchaînement imprévisible. La presse et la radio aiment parler de «montagne impitoyable» mais, en matière d'avalanches, comme pour tout, la fatalité «naturelle» a bon dos.

Il suffit d'ailleurs de prendre connaissance du bulletin que publie chaque jour le Centre d'Études de la neige pour se persuader qu'après chaque chute de neige, les risques d'avalanches sont mesurés avec précision. Pourquoi dimanche, les pistes situées sous des couloirs dangereux où elles-mêmes instables n'ont elles pas fermés ? La réponse est bien simple : en période de vacances scolaires, alors que les

stations sont pleines, les industriels du ski répugnent à arrêter les téléskis. Il en va de leur profit !

Le cas de la Mongie, station des Pyrénées où, malgré une journée de recherche, trois skieurs restent portés disparus, est tristement exemplaire. L'avalanche s'est déclenchée entre deux téléskis et a emportée 8 skieurs. Était-ce imparable ? Certainement pas. La direction de la station était à coup sûr au courant, puisqu'elle avait ordonné l'arrêt de quelques téléskis d'altitude. En voulant limiter ses pertes, elle a pris consciemment le risque de voir se produire l'accident de dimanche.

Quant à l'argument, selon lequel les avalanches seraient de plus en plus imprévisibles parce qu'elles se produiraient sur des pentes et des versants très doux, il ne tient pas. Depuis 70, ce «mystère» est élucidé. On se souvient de la coulée de Tignes qui avait emporté un autobus. Les études faites à l'époque avait montré que même sur

des pentes relativement douces, les avalanches pouvaient se déclencher si la neige se dépose sur des prés dont l'herbage reste haut. Les herbes hautes, couchées à l'autome par les premières chutes forment un tapis glissant particulièrement dangereux : glisseur qui n'existe pas quand les troupeaux paissent tout l'été. Et, dans beaucoup de stations, l'implantation du ski a signifié pour les paysans la fin de la pâture des troupeaux.

Le phénomène est apparu avec le développement des stations de hautes altitudes. Alors ? Peut-on penser que la mort de dix personnes va amener les directeurs de station à des mesures de sécurité ? On ne peut qu'en douter. La mort de dizaines de jeunes à Val d'Isère en 70, dans un chalet de l'UCPA n'a pas empêché les promoteurs immobiliers de construire des chalets sous les couloirs avalanches. La règle d'or dans l'industrie du ski, c'est le profit, le profit à tous les prix.

Claude VILLARD

LUTTES OUVRIERES

En bref

Pour soutenir Rhénalu, la lutte se développe chez Cégédur-Péchiney

Environ 500 ouvriers sur les 770 salariés de l'usine Rhénalu à Neu Brisach (Haut Rhin) sont en grève depuis le 21 janvier pour le retour aux 40 heures, le paiement de la prime d'ancienneté sur la base du salaire réel, et le remboursement des heures chômées en 75.

Des luttes importantes pour de meilleures conditions de travail avait eu lieu l'an passé à Angers et Issouire autres usines du groupe Cégédur Péchiney auquel appartient Rhénalu. Dans ces usines ainsi qu'à Montreuil et Couzon la solidarité se développe : les ouvriers bloquent toute production qui pourrait remplacer l'arrêt de la fabrication chez Rhénalu. Après la Thomson, Michelin, la Sidérurgie, c'est Péchiney qui voit ainsi se développer la lutte à l'échelle du trust !

Orly sud : après Air France, la compagnie des wagons-lits en grève

A Orly-Sud, les restaurants, bars, hôtels de la compagnie sont fermés. Depuis le 14 février le personnel des Wagons-Lits est en grève pour protester contre le licenciement de 70 personnes prévu en avril prochain.

Après la lutte des travailleurs d'Air-France, les conséquences de la restructuration se font sentir dans les autres secteurs : ces licenciements sont la conséquence du transfert à Roissy de la British Airways et des vols d'Air France vers la Grande Bretagne. Cela entraînera une baisse de 24% du trafic de l'aéroport (1 million trois cent mille passagers). Aujourd'hui, a lieu une réunion où le personnel décidera de la poursuite de la lutte.

Triton : l'usine de Bagnolet risque d'être mise en vente

L'usine Triton de Bagnolet doit être vendue aux enchères ! Telle est la décision des «autorités compétentes», pour tenter de mettre fin à un conflit qui dure depuis plus d'un an, contre la fermeture, pour l'emploi.

Dissolution de «l'Amicale des Commerçants et Travailleurs Marocains» !

Des dizaines de travailleurs marocains de chez Simca, Chausson, Renault, Kleber Colombes, Les Câbles de Lyon et d'autres usines, ont été arrêtés, l'an dernier, à leur retour au pays. Les familles de plusieurs ouvriers (en particulier de chez Chausson) ont été convoqués par la gendarmerie de Sous, dans le Sud marocain, et menacées de prison si leurs fils n'arrêtaient pas de militer dans les syndicats et organisations françaises.

A la base des dénonciations (contre la police de Poniatowski), il y a une organisation fasciste, appelée «Amicale des Commerçants et Travailleurs Marocains». Créée en 1973, on l'a bien vue à l'œuvre pendant la grève du printemps dernier à Chausson : interventions dans les usines et sur le lieu d'habitation des travailleurs marocains pour les intimider, les forcer à renoncer à la lutte ; fournir régulièrement des rapports de police au Ministère de l'Intérieur au Maroc. Ces activités ne peuvent se mener que grâce à la bienveillance de la bourgeoisie française, intéressée au plus haut point par cette intimidation, par la division que l'Amicale essaie d'attiser (par exemple avec l'affaire du Sahara occidental).

Tous les travailleurs sont concernés par ces tentatives, ils doivent se mobiliser pour exiger l'interdiction de l'Amicale de Hassan, comme l'exigeaient les ouvriers de Chausson !

Katexco-Doullens (textiles) c'est la crise ?

Les 36 ouvriers de Katexco ont entamé une grève illimitée pour le paiement du salaire de janvier. Déjà, en décembre, le patron n'a payé qu'un acompte. Et pourtant : Katexco est une société liée à une multinationale. L'usine de Doullens s'est ouverte cet été. Elle a bénéficié de «primes» au titre du plan de relance et du développement économique, et d'avantages URSSAF (cotisations de sécurité sociale) ! Déjà la crise ? Quelques mois après avoir démarré, le patron s'affronte aux ouvrières. Parce qu'elle refuse la politique de crise, cette lutte, dans une petite usine textile, est exemplaire.

Correspondant Amiens

Société Alsacienne de Construction Mécanique (Mulhouse)

SE DONNER LES MOYENS DE FAIRE CÉDER LE PATRON

Depuis trois semaines, les travailleurs de la SACM (Mulhouse) sont en grève : des débrayages de 2 à 3 heures par jour se succèdent pour plusieurs revendications : une augmentation de salaire basée sur les indices syndicaux, les 40 H, la 5^e semaine de congés payés, une prime de vacances de 600 F.

Les travailleurs n'ont pas été préparés à une grève dure ni à prendre leur lutte en mains. Ce qu'ils prévoient au début, c'est qu'en fin de compte, on obtiendrait bien quelque chose au bout d'une quinzaine d'heures de grève. C'était ne pas tenir compte de la volonté actuelle de la bourgeoisie de faire payer la crise aux travailleurs et de préconiser dans les conflits une attitude intransigeante.

Le 2 février, c'est près de 90 % des travailleurs qui débrayent, et, pour la première fois, une certaine volonté de lutte se dessine chez les employés à la suite des réunions d'information dans les bureaux.

Mais aujourd'hui, il s'agit d'aller plus loin, notamment dans les formes de lutte. De nombreux travailleurs veulent des journées de grève entières ou des débrayages plus importants, mais les directions des sections CGT et CFDT n'en tiennent pas compte. Ils ont décidé jusqu'ici d'une simple grève d'intimidation. Par rapport à cela, deux réactions se sont fait jour : d'une part, un certain mécontentement d'un grand nombre d'ouvriers, mais aussi une certaine lassitude.

La direction maintient une position très dure, refusant de négocier et traitant les syndicats d'irresponsables. Les travailleurs sont conscients qu'on se trouve maintenant à un tournant de la grève.

Le P«C»F, à la tête de la CGT, se prépare à faire

LES DIRECTIONS SYNDICALES NE VEULENT PAS RESTER EN PLAN !

Après la direction de la CGT qui a suspendu sa participation aux commissions du VII^e plan, c'est celle de la CFDT qui les quitte : «Les conditions d'élabo-ration du plan ont pour fonction principale de camoufler les accords qui se réalisent entre le pouvoir et le patronat sous une apparence de concertation générale».

Il aura fallu 6 plans, et surtout l'opposition croissante des travailleurs à une telle collaboration, pour que les directions syndicales prennent cette position !

porter le chapeau d'un éventuel échec aux travailleurs combattifs qui exigent une véritable consultation de tous, et plus de détermination dans l'ac-

«Nous mettons en garde les petits gommeux qui s'évertuent depuis quelques jours à rendre service à la direction en essayant de transformer l'action que nous menons en rodéo pour western... que la CGT ne leur permettra pas et qu'elle saura prendre toutes ses responsabilités si cela s'avère nécessaire».

(extraits du tract CGT que de nombreux militants CGT et autres travailleurs de la SACM ont refusé).

tion ! Mais les ouvriers grévistes n'ont pas apprécié un récent tract fait au nom de la CGT par les révisionnistes (qui s'atta-

quait à la CFDT à la veille des élections professionnelles, ainsi qu'aux révolutionnaires). Ce texte tentait de diviser les travailleurs, au moment où la direction attaquait la grève dans la presse. Les révisionnistes ont dû renoncer à distribuer leurs textes dans les ateliers.

Depuis quelques jours, la bataille au sein des sections syndicales a permis, dans une certaine mesure, de durcir le mouvement. Mardi après-midi, par exemple, les travailleurs, par ateliers, ont décidé de monter dans les bureaux de la direction, pour déposer les revendications. Cela a renforcé l'enthousiasme.

La voie de la lutte, aujourd'hui, se renforce.

Dans les dernières A.G. et aux commissions d'animation a été décidé et mise en place la diffusion du film sur la lutte de Lip. La question de la popularisation de la lutte a été enfin étudiée. Car le 11, 1 500 travailleurs sortaient de l'usine pour faire connaître la lutte à la population mulhousienne, aux cris de «SACM peut gagner !»

Il faut se donner les moyens de faire céder le patron, de lui faire vraiment mal, voilà l'opinion qui tend à se dégager de plus en plus.

L'idée que la lutte sera dure commence à se faire jour. Amplifions la lutte !

Correspondant Mulhouse

BRETAGNE: RÉGION RÊVÉE POUR «LES CHASSEURS DE PRIME»



Quand les travailleurs bretons accueillent Chirac...

La Bretagne, réserve d'une main d'œuvre à bon marché, ultra exploitée, est durement touchée par la crise. Ainsi, la région orientale, entre autres, voit se multiplier de jour en jour le nombre de ses chômeurs.

Déjà en 1966, 1 350 emplois avaient été supprimés, lors de la fermeture des forges d'Hennebont. Six usines viendront s'installer, soi-disant pour résorber le chômage, mais en réalité, selon les règles du système capitaliste, faire des super-profits et empocher des primes de décentralisation et de création d'emplois. Sur six usines, trois ont fermé, et deux sont «en situation critique».

DE FRANCE-ELEVAGE A LA SOGEMAT

C'est ainsi qu'en 1968, nous assistions à la création de France-Elevage unités de déshydratation pour l'agriculture) dont le PDG est Modiano, député UDR. Après qu'il ait empoché d'importantes subventions, l'usine ferme en 70 et il fuit à l'étranger.

Fin 70, la société «Leroux et Lotz» rachète l'usine pour 450 millions d'A.F. et obtient de pouvoirs publics 600 millions de subventions. Fin 74, dépôt de bilan.

L'usine est rachetée par la Sogemat, groupe parisien qui comprend quatre usines aux noms différents, dont le PDG de l'une est administrateur dans l'autre, actionnaire dans la troisième... En réalité, environ cinq personnes se partagent le gâteau. La Sogemat reçoit 100 millions et des primes pour création d'emplois (eh oui ! création !). La Sogemat emploie 130 ouvriers. Pas pour longtemps puisque fin 75, le bilan est déposé et le cadeau de Noël des travailleurs sera la fermeture de l'usine.

Quarante-quatre des cent-trente ouvriers ont connu les quatre étapes : Les Forges, France-Elevage, Leroux et Lotz, et la Sogemat !

Qu'est-il proposé aux chômeurs ?

1^o) Des départs pour la Lybie ! (pour une partie d'entre eux).

2^o) La reprise de l'usine par un autre bandit qui accepterait de la faire fonctionner avec le tiers des travailleurs. Méthode habituelle des capitalistes : augmentation des cadences, des rendements, des profits et parallèlement, suppression d'emplois.

3^o) Partir, quitter la Bretagne. En conséquence, les travailleurs de la Sogemat se sont organisés pour occuper l'usine depuis le 19 septembre 75. Le 31 janvier, ils ont fait une journée «portes ouvertes» pour populariser leur lutte.

La Bretagne est la région rêvée pour les chasseurs de primes qui, après avoir réalisé des super-profits sur le dos d'une main d'œuvre bon marché, s'en vont après avoir fait sombrer l'usine, se remplir les poches ailleurs.

Mais le prolétariat breton, a déjà prouvé, par des luttes comme celle du «Joint Français» et d'autres, qu'il est prêt à se battre.

Corresp. Lorient

LUTTES OUVRIERES

CEPEM-THERMOR (Orléans)

"ON N'AVAIT JAMAIS VU CA !"

Depuis mardi, le rapport de forces n'a jamais cessé de se renforcer. Les techniciens et agents de maîtrise, certains cadres même participent à la lutte, c'est la quasi totalité de l'usine (98 %) qui est en grève aujourd'hui. Il y a eu de nombreuses luttes à la CEPEM (contre les cadences, pour l'augmentation des salaires) mais ces luttes se sont souvent soldées par un échec. Il a toujours été difficile d'associer l'ensemble des travailleurs au mouvement mais aujourd'hui pour tout le monde : «On n'a jamais vu ça !»

Cette unité des travailleurs a été possible grâce à l'attitude des grévistes et de leurs sections syndicales envers les non-grévistes. Dès le début, les discussions pour rallier ceux qui travaillaient ont été nombreuses : «Faire comprendre que l'on avait les mêmes intérêts que l'on pouvait donc lutter ensemble». Ces discussions ont porté largement leurs fruits ! La formulation des revendications elles-mêmes a été mobilisatrice : suppression des contrats à durée limitée, 150F pour tous, diminution des cadences et 13^e mois. Les techniciens et agents de maîtrise se sont largement associés à ces revendications, ils sont près de 95% en grève, parmi les cadres un soutien s'est aussi développé (même

si certains d'entre eux ne participent pas encore au mouvement). Une motion reprenant les revendications a été approuvée très largement. Le rapport de force est donc très favorable et l'assemblée générale d'hier après-midi marquait l'enthousiasme et la détermination de tout le monde.

UNE ASSEMBLEE GENERALE ENTHOUSIASTE

Le matin, la direction a reçu les délégués. Il a fallu près d'une heure pour lui imposer la délégation complète (22 personnes alors qu'elle ne voulait en recevoir que 3) et 3/4 d'heure de discussion pour qu'elle montre son visage : le refus sur tous les points ! En présence



Depuis la grève de Saint Gobain, les luttes se succèdent sans interruption à Orléans : aujourd'hui, c'est la CEPEM !

tant les résultats devant plusieurs centaines de travailleurs, la colère a jailli, la haine de classe mais aussi la volonté de ne pas céder. A l'intransigeance de la direction répondait l'intransigeance des travailleurs : «Nous non plus, nous ne céderons pas, nous tiendrons jusqu'au bout !». Les applaudissements, les cris de joie pour la continuation de la lutte, les huées et les insultes pour l'attitude de la direction. Les

interventions seront ensuite traduites en arabe, espagnol, sénégalais, mauritanien, turc, portugais, yougoslave marquant ainsi l'unité réalisée.

UNITE SOLIDE, DE CLASSE

A cette assemblée générale qui est la deuxième de la journée, ce qui est frappant, c'est que l'unité est réelle, une femme me dira : «Ce qui

est important dans la lutte, c'est que maintenant on a de nouveaux rapports entre nous, on se parle, on se connaît mieux. Les immigrés, je ne leur parlais pas beaucoup avant la grève mais aujourd'hui, je me rends compte qu'ils sont vraiment des travailleurs comme nous». Et, dans la salle syndicale, aux chants et au son des tamtams des travailleurs arabes, on discute, on rit, on mange les casse-croûtes que distribue la commission «bouffe»... L'heure est à la fête, à la joie, car on se sent fort !

«OU'ILS NE SE POINTENT PAS !»

La grève d'Orléans est présente encore dans beaucoup d'esprit : «A Orléans, les filles ont tenu, elles ont gagné, nous ferons pareil !» Puis on discute de l'intervention des flics à Orléans et de la possibilité d'une telle répression dans le cours de la grève. Pour les quatre femmes qui sont devant moi, la réponse est unanime : «Qu'ils ne se pointent pas, ils auront affaire à nous. On leur cassera la queue s'il le faut, mais les flics ne viendront pas nous emmerder ! A Orléans, ils n'ont pas hésité à frapper une femme enceinte, qu'ils y viennent et on leur fera payer !».

La CEPEM appartient au trust CGE (d'A. Roux). Les ouvriers fabriquent des cuisinières électriques, des radiateurs et des aérateurs de toute marque : Thermor, Sauter, Noçamatic, etc... Avec 2 000 personnes, c'est la plus grosse des usines d'Orléans ; beaucoup d'O.S., de jeunes, de femmes, d'immigrés. Séparée en trois usines à quelques centaines de mètres les unes des autres : Croix-Faucher est la plus importante, c'est là que se trouve le DE (découpage, emboutissage), l'émaillerie, le GAC (montage des cuisinières) ; plus loin il y a le PAM (petits appareils ménagers) qui fabrique des ventilateurs, aérateurs et radiateurs électriques. La troisième usine, c'est Saint-Jean où se trouve le TCS (polissage, nickelage, etc...) plus les bureaux (comptabilité, bureau d'achats, etc...)

«ON FABRIQUE DES CUISINIÈRES ET ON EN A MEME PAS !»

«Comme les autres immigrés qui vivent au FTI (loyer de la CEPEM, nous payons 105F par mois pour un lit, nous sommes quatre dans une chambre, ça leur fait donc 420F pour une pièce, te te rends compte !». «On a même pas de télé, de frigo, même pas de cuisinière, on a juste un petit réchaud qu'on a dû payer ! On fabrique des cuisinières et on en a même pas !»

DEVELOPPER LE SOUTIEN

Après le succès de la manifestation de vendredi, le soutien va être élargi des tas de projets sont prêts à prendre vie : création d'un comité de soutien, contact avec les paysans, avec la population, les autres usines, etc... Tout à la CEPEM va aujourd'hui dans le sens de la victoire !

José GARCIA

INTERNATIONAL

La lutte contre la répression en Espagne

UN COMBAT QUOTIDIEN

Nous publions ici les précisions sur les luttes dont nous avons déjà rendu compte dans le QdP du 14/15 février et qui nous ont été transmises de Madrid par téléphone.

Les peuples d'Espagne, le prolétariat révolutionnaire à leur tête, sont en train de démontrer que seule la lutte est capable de nous amener à la liberté. La répression continue avec des méthodes fascistes de plus en plus spécialisées et raffinées : telles des brigades «anti-subversives» de la garde civile qui sont apparues ces derniers jours à Aranjuez.

Aranjuez (Madrid). Lever, entreprise multinationale refuse la révision de la convention collective que demandent les travailleurs, ainsi que la réadmission des ouvriers licenciés, ces derniers jours, à propos des conflits. A propos de cette situation, il faut dire que de graves incidents se sont produits à Aranjuez.

Vendredi 6. Les travailleurs, qui étaient enfermés depuis plusieurs jours dans un

criaient «attaquons les» dans la rue et des balcons.

Un capitaine de la garde civile a été blessé à la tête, ainsi que plusieurs autres. Quatre à cinq cents sont arrivés en renfort dans des jeeps. La ville a été totalement occupée. Ce sont des gardes civiles très jeunes, très bien entraînés qui ressemblent beaucoup aux corps spéciaux de la police armée. On ne les avait jamais vus à Madrid jusqu'à maintenant.

depuis plusieurs jours dans une église de la ville, pour leur

une église pour leurs revendications, furent expulsés par la garde civile, qui a abattu la porte de l'église et jeté une énorme quantité de bombes lacrymogènes qui empêchèrent la célébration de la messe, le dimanche suivant, à cause de leur odeur persistante.

Lorsque la ville a sur la nouvelle, environ 4 000 ou 5 000 personnes se sont rassemblées devant l'église pour protéger les ouvriers de Lever et encercler les «civiles». Les gens criaient et appelaient tout le monde à descendre dans la rue pour appuyer les travailleurs. Ils ont monté des barricades sur la route et ils ont tellement encerclé la garde civile qu'il n'était pas capable d'arrêter les manifestants qui

Le peuple a été sauvagement réprimé. Il y a eu beaucoup de blessés, certains grièvement. Les gens ont été frappés quand ils étaient à terre, avec les crosses de fusils, ils ont même frappé une femme aveugle. Ils sont entrés dans les halles où s'était réfugié bon nombre de femmes. Des milliers de personnes, dans toutes les rues, essayaient de se regrouper, et la garde civile essayait tout le temps de les disperser. Un mariage avait lieu. Les gardes civiles sont intervenus à la sortie de l'église, blessant la mère du fiancé et beaucoup d'invités, qui ne savaient pas ce qui se passait. Tout le monde criait des balcons : «Assassins». Les très nombreuses personnes arrêtées ont été malmenées. Une fille a été déshabillée devant ceux qui l'interrogeaient.

Un jeune homme de Eisa (entreprise paramilitaire, Experiencias Industriales, S.A.) a été bastonné pendant l'enquête au commissariat de la garde civile.

Samedi 7. Ayant connaissance de ces faits, les travailleurs de Eisa ont débarré pour demander la liberté de leur camarade, apprenti dans l'usine. Ils ont obtenu des dirigeants de l'entreprise, la libération de ce travailleur, en menaçant de se mettre en grève, le lundi 9, s'il n'était pas libéré.

La manifestation qui avait

les commentaires n'expriment qu'une haine plus accrue du fascisme. En même temps, la volonté des masses est de continuer la lutte dès que les forces répressives seront parties.

A NOUVEAU, LES BANDES FASCISTES PARAPOLICIERES

Les agissements des bandes fascistes parapolicieres se multiplient. Elles sont allées dans les appartements des militants ouvriers de partis révolutionnaires qui ont dû être protégés par leurs voisins.



été convoquée pour ce jour-là, en solidarité avec les travailleurs de Lever, n'a pu avoir lieu, malgré la présence de beaucoup de monde parce que la petite ville continuait à être occupée par les gardes civils.

Mardi 10. Malgré l'occupation de la ville par les forces spéciales de la garde civile, malgré la brutale répression subie, la grève générale a été un succès à Aranjuez. Le niveau de conscience de la population a augmenté. Tous

On a pu reconnaître parmi leurs membres, un des conseillers municipaux de la mairie d'Aranjuez.

Dans la nouvelle vague répressive, ces fascistes «commandos guerrilleros», armés de mitraillettes, se sont attaqués aussi aux locaux où étaient réunis des militants anti-fascistes, en jetant des bombes lacrymogènes ; ils ont détruit tous les meubles et ils ont même peint toute la figure d'une femme qui montait dans les locaux.

Piron : embauche individuelle bloquée

Hier matin, à 6 h 50, les ouvriers de Piron attendaient l'ouverture de l'embauche, bien décidés à reprendre le travail, mais pas dans n'importe quelles conditions et tous ensemble. A 7 h 30, un ancien cadre arrivait à l'usine afin d'ouvrir un bureau d'embauche, mais au moment où il voulait placarder une affiche d'embauche, celle-ci fut prise par les travailleurs d'ex-Piron en disant : «Vous nous connaissez tous, commencez par nous embaucher». Devant notre détermination, il décida d'appeler son patron. Une entrevue était fixée pour 14 h. A l'heure dite, nous nous trouvons tous dans le bureau d'embauche avec l'industriel qui déclare ne pas connaître la situation. Le rapport de forces l'oblige à accepter de négocier avec l'Union Régionale CFDT, la section syndicale, et le préfet. Rendez-vous est pris pour mardi, 17 h 30, à la préfecture d'Alençon. En faisant clore l'embauche individuelle nous avons gagné une manche. La lutte continue.

Correspondant ex-Piron/Bretoncelles

Chirac veut faire taire Pliouchtch

Chirac trouve que Léonid Pliouchtch parle trop. Il a déclaré à son sujet qu'il devrait s'imposer «une certaine réserve». D'après lui «ceux qui profitent de leur présence en France pour faire de l'action politique notamment orientée vers la critique des pays dont ils sont originaires, ont tort... Cela n'est pas conforme aux intérêts de la France».

Effectivement, pour Chirac, les intérêts commerciaux priment avant tout et s'imposent sans réserve.

LA VIE DU JOURNAL

COMMUNIQUÉS

Ludans «*La vie Ouvrière*»
n° 1640

La présentation de l'émission de télé sur la Commune de Paris de vendredi 6/2 va tout à fait dans le sens de ce que la bourgeoisie veut que nous en retenions : l'inutilité de la lutte armée. La V.O., reproduit une image de désespoir : la foule, assise par terre, encadrée par des soldats en armes, est accablée. Le ton de l'article est donné !!

«Dimanche 28 mai 1871, le jour se lève quelque part dans Belleville. Ils sont 8 ouvriers derrière la dernière barricade. Ils vont mourir. C'est la fin d'un rêve fou. La fin de la Commune de Paris.»

Qui rêvent ainsi ? «surtout des idéalistes, anarchistes, blanquistes, proudhoniens ou vieux jacobins. «Culs rouges» de père en fils, ils rêvent de fraternité universelle, d'autogestion, de fédération des états unis d'Europe». (...)

Et l'article se termine sur une vision apocalyptique, terrifiante de la répression qui exterminera les Communistes. Ces pseudo communistes de la V.O. nous invitent donc à penser que la Commune de Paris, loin d'être un exemple, était un échec rendu inévitable non parce qu'il manquait un parti, non parce qu'elle n'a pas réalisé l'unité de combat avec les paysans, mais parce que c'était le «rêve fou d'idéalistes incapables d'organiser la défense» contre une bourgeoisie qui est trop puissante.

correspondant DUNKERQUE

APPEL DE LA COORDINATION DE 10 ÉTABLISSEMENTS DE LA RÉGION LYONNAISE À LA TENUE D'UNE RÉUNION NATIONALE DES ÉLÈVES RÉVOLUTIONNAIRES

Nous, élèves révolutionnaires dénonçons l'accroissement ouvert ou déguisé de la répression dans les lycées et CET :

- renforcement du contrôle systématique des absences,
- envoi de mots aux parents, même pour les élèves majeurs,
- multiplication des brimades des avertissements et des renvois temporaires ou définitifs sur décision arbitraire des chefs d'établissements,
- prises de paroles interdites, affichage interdit ou surveillé,
- suppression des possibilités de débats, d'exposés,
- retour du refrain : «vous êtes là pour travailler donc fermez-là»,

qui vise, «dans l'ombre» (réunions de chefs d'établissements, décrets introuvables, pas de publicité) à préparer le terrain à la réforme de sélection de M. Haby en voulant étouffer nos luttes.

La situation est grave... C'est pourquoi, en vue de la riposte nécessaire à apporter et sur la base des victoires déjà remportées (Est, Lyon) sur la plateforme suivante :

- 1/ Abrogation de la réforme Haby.
- 2/ conquête totale et définitive des droits d'expression, de réunion, d'association dans les écoles.
- 3/ Solidarité avec la classe ouvrière et les masses populaires frappées par la répression.
- 4/ Unité avec les autres couches de la jeunesse touchées par le chômage, les bas salaires, la répression.
- 5/ Pas de manipulation des mouvements lycées et collégiens par des organisations liées de près ou de loin à L'Union de la gauche.

Nous appelons, pour que sur ces bases se construise un mouvement lycéen révolutionnaire solide et efficace à une réunion de coordination nationale le 7 mars à Lyon.

TOUS LE 7 MARS À LYON

pour tout contact écrivez à :

Coordination des élèves Librairie Populaire BP 84 Lyon préfecture

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19
CCP N° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication Y. Chevet
imprimé par IPCC - distribué par NMPP
Commission paritaire : 56 942

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN DU PEUPLE
208 65 61 Paris 8 H 30 à 13 H

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse
Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cedex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

Montceau-les-Mines : LE BARRAGE SERA-T-IL REMIS EN CAUSE ?

L'eau avait monté très vite. 20 litres d'eau au m² étaient tombés dès 11 heures.

La Bourbince, rivière du bassin minier, a inondé. Partout les prés sont envahis. Un quartier de Blanzay et La Sablière à Montceau sont inondés.

A La Sablière, quartier de mineurs de Montceau, les travailleurs encapuchonnés et bottés démenageaient en catastrophe à l'aide des pompiers et de quelques camions de la municipalité en direction des logements vides situés plus haut dans la cité.

L'eau arrivait aux paliers des maisons, les caves, les charbonniers, les jardins étaient inondés.

Inquiets, les visages interrogeaient le ciel. En effet cela pouvait devenir catastrophique. Chacun se rappelait 1965, où il était tombé trois fois plus d'eau. A cette époque, on avait décidé de construire le barrage de la Sorme qui devait en premier lieu régulariser le débit des eaux et éviter ce genre d'accident, il devait alimenter Montceau-les-Mines en eau également. Et voilà que ce barrage n'est plus fiable...

Bien que le niveau, nous dit-on, était maintenu 25 cm en dessous des niveaux donnés par les Ponts et Chaussées. Il y a eu une inondation, Jarrot doit l'avouer, comme le rapporte le «Courrier de Saône & Loire» : «Ce sont peut-être ces données qui ne correspondaient pas à ce qu'elles devaient être».

Vendredi soir, lors du maxima atteint vers 17 H, 18 H, au barrage de la Sorme, la cote d'alerte était dépassée de plusieurs centimètres. Une rupture accidentelle du barrage aurait été catastrophique pour Montceau.

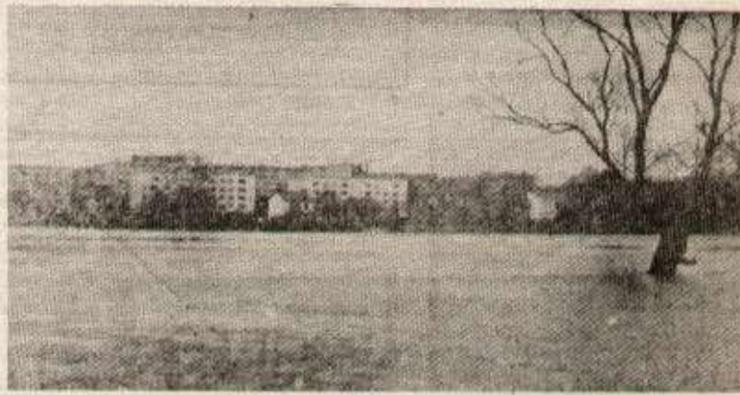
Si, en été, le barrage est très bas, par contre, en hiver, les capacités d'absorption, de retenue

des eaux sont considérablement réduites.

A la mine également, on nourrit des inquiétudes. Il y a plusieurs années, au fond, plusieurs chevaux étaient morts à cause de la rupture des poches d'eau, de l'invasion brutale de l'eau dans les galeries. Mais si un plan d'évacuation était prêt, cependant, on n'en a pas pour autant évacué les mineurs... profit oblige...

Les dégâts seront importants. Seront-ils évalués à leur juste valeur ? Accusera-t-on le déchainement des conditions atmosphériques ? Le barrage sera-t-il remis en cause ?

Corresp. Montceau-les-Mines



LA GÉOLOGIE EN SYSTÈME CAPITALISTE

Dans le numéro 108 du QdP, est paru un article sur la cause des séismes. Il s'y trouve une erreur qu'il me paraît important de rectifier : c'est la plaque «Pacifique» qui s'enfonce sous la plaque «Amérique» et non le contraire, ce qui n'altère en rien l'intérêt d'un tel article qui par ailleurs, est très clair. Il faut continuer dans ce sens et se saisir de l'actualité pour expliquer scientifiquement de tels «phénomènes naturels», qui ne sont pas dus à la fatalité, et souligner de quelle façon la science est utilisée (ou pas) par les capitalistes.

Je suis étudiante en géologie, et les cours qu'on nous fait, nous donnent beaucoup d'exemples de cette utilisation.

La prévision des séismes n'a pratiquement pas été évoquée dans un cours pourtant détaillé sur ce sujet : c'est vraiment la science pour la science.

Dans un cours sur la géologie de l'Afrique, il n'est pas question de parler du colonialisme et du pillage impérialiste des matières premières : on est au dessus de tout ça, semble-t-il, mais le prof, qui a fait de la recherche sur le Nord-Ouest africain est plutôt du style «vieux colonial» : on le verrait bien dire c'était le bon temps, on pouvait prospecter là-bas

tranquillement.

On nous glisse dans les cours que le fer mauritanien ou le charbon des USA sont beaucoup plus rentables (même avec le prix du transport) que le fer et le charbon français.

On ne nous fait pas visiter une mine ou une carrière en exploitation (pourtant les mines de fer et de charbon sont tout près d'ici) ce qui permettrait de se rendre compte des conditions de travail des mineurs.

On nous dit que la famine du Sahel était inévitable vu le type de sol, constitué de telle façon qu'il ne peut supporter une trop longue sécheresse, sans nous parler bien sûr de l'effet qu'a pu avoir la monoculture de l'arachide imposée par les impérialistes.

Tout ça, ce n'est pas pour rien : ceux qui trouveront du travail iront, pour la plupart, prospecter de l'uranium ou d'autres matières premières dans les pays du Tiers Monde.

Mais beaucoup ne se font pas d'illusions. Un dégoût général s'exprime face à cet enseignement éloigné de la réalité et inintéressant, qui cache et soutient le pillage impérialiste des matières premières.

T.M. Nancy

VIE QUOTIDIENNE

Les conditions de travail à la R.A.T.P.

Chacun a déjà vu dans les métros, le RER ces travailleurs qui nettoient les quais, les rampes d'allumage, les escaliers, etc... mais leurs conditions de travail sont peu connues.

Il y a 1 100 travailleurs qui sont dans cet emploi, répartis en six entreprises. Mais ce sont des entreprises privées qui passent contrat avec la RATP.

Et c'est là que se révèle toute l'exploitation des ouvriers immigrés en quasi-totalité. La RATP passe contrat pour payer 16 personnes par jour (1 équipe) pour 7 h de travail dans une ou plusieurs stations de métro, mais l'entreprise privée n'emploie que 5 à 6 ouvriers et leur fait faire le travail en 7 H !

L'entreprise «panache» les équipes de façon à mélanger les différentes immigrations pour éviter toute unité.

7 jours de travail, 1 jour de repos, 7 jours de travail et cela recommence. Tout ça (seulement pour les travailleurs immigrés) pour un salaire, au SMIC qui suit avec retard les augmentations gouvernementales.

Ne parlons pas de la sécurité (utilisation d'acide) sans en savoir les dangers ni même que c'en est. Il y a quelques mois, un ouvrier nettoie un fil électrique, dénudé à un endroit, l'ouvrier est électrocuté, tombe sur la voie et est déchiqueté par la rame qui arrivait.

Encore isolés, plusieurs ouvriers veulent dénoncer, par cet article, leurs conditions, et veulent se connaître et se regrouper. Ils appellent les employés de ces entreprises, les employés de la RATP à écrire au journal.

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Nom
Profession
Adresse

BLOC-NOTES

LES TUTELLES

«Quant tu es dans la misère, comment on t'enforce un peu plus»

Nous publions aujourd'hui la suite de notre bloc-note sur les tutelles, réalisé par le Comité de Lutte Contre le Chômage de Besançon.

JE SUIS EN TUTELLE

(témoignages recueillis sur le quartier de Montrapon).

Mme P. : C'est je pense, sur une dénonciation d'une personne de ma famille ; mais pour quoi ? Je n'en sais rien.

Je n'ai vu ni assistante sociale, ni personne. Un jour, j'ai reçu une lettre recommandée du Tribunal m'annonçant ma mise en tutelle. Au début, ça a été dur. J'y suis maintenant depuis près de 2 ans. A l'heure actuelle, avec mes allocations familiales (plus de 2.000 F par mois) les tutelles payent mon loyer, mon électricité et les 100 F de crédit que j'ai. Il ne faut pas exagérer, comme si les 100 F par mois je ne pouvais pas les donner moi-même !

Avant que j'y sois, je ne savais pas ce que c'était.

autant que les tutelles font quelque chose, au contraire, à croire qu'elles cherchent tous les prétextes pour que mes gosses restent placés alors que la plus grande pourrait rendre de petits services à ma femme, et puis on serait en famille.

Sa femme : Comment voulez-vous que nous puissions voir nos gosses, nous n'a-



Les tutelles : «Cela faisait trois mois que la maison de crédit n'avait rien reçu pour la télé».

Mr. R. : J'ai été mis en tutelle par suite d'alcoolisme. On m'a retiré deux de mes enfants qui sont placés chez ma sœur pour 540 F par mois.

Les Tutelles m'avaient promis de me rendre mes enfants si cela allait mieux ; mais ma situation reste inchangée. Cela fait depuis 71 que je suis en tutelle ; depuis, je ne bois plus autant et je travaille jusqu'à 13, 14 H par jour. Mais ce n'est pas pour

vons pas de voiture et ils sont dans un village près de Besançon ?

Mme R. : Mon mari était au chômage suite à une faillite de l'entreprise où il travaillait. Nous habitons à l'extérieur d'un petit village. Un jour deux femmes arrivent et demandent à ce que je leur montre mon dernier gosse. Je leur ai dit qu'il dormait et

qu'il était bien. Elles ont insisté, et pour finir, j'ai entr'ouvert la porte de sa chambre en leur montrant et je les ai envoyées promener.

Dans les 8 jours qui ont suivi, le juge m'avertissait de notre mise en tutelle. Cela fait plus de 5 ans qu'on y est et on a demandé la main-levée des tutelles au moins quatre fois. Sans résultat.

toutes façons, ce n'est pas pour autant qu'ils (les tutelles) gèrent mieux que nous : il y a quelques temps j'ai reçu un avertissement d'huissier parce que cela faisait 4 mois que la maison de crédit n'avait rien reçu pour la télé que j'ai achetée. C'est incroyable ça, c'est aux tutelles à les payer. Alors, je suis allé leur demander ce

(main-levée : arrêt de la mesure de tutelle).

Mr. X : Nous avons été mis en tutelle parce que nous habitons un logement insalubre. Et depuis notre premier gosse nous sommes en tutelle. Je n'ai jamais su ce que c'était que d'avoir des allocations familiales. Et en plus nous avons des dettes, mais comme tout le monde. De

qu'ils voulaient de plus : ils me prennent déjà toutes mes allocations familiales et la moitié de ma paie. A croire qu'ils sont payés à faire des cocottes en papier dans leurs bureaux !

Cette famille est en tutelle depuis plus de 15 ans.

(à suivre)

EN FEUILLETANT LES REVUES ALBANAISES

PUNA : le dernier numéro comporte une série d'articles sur le rôle des organes de base des Unions Professionnelles dans l'éducation politique et idéologique des travailleurs, ainsi que sur la manière dont, en Albanie socialiste, la classe ouvrière exerce son contrôle en dehors de l'entreprise. A noter une étude d'A. Pano sur la façon dont «la bourgeoisie capitaliste et révisionniste fait supporter le fardeau de la crise économique aux masses travailleuses seulement».

œuvres d'Enver Hoxha, couvrant cette période de lutte anti-révionniste.

DOCUMENTS D'ALBANIE SOCIALISTE : On doit à la petite, mais dynamique équipe du CEDAS (Centre de documentation et d'étude sur l'Albanie socialiste) la publication régulière (mensuelle) des principaux textes des émissions de Radio-Tirana sur la politique internationale. Leur dernier cahier est particulièrement intéressant, avec les analyses faites par Radio-Tirana sur le bilan de la situation internationale en 1975, la conférence Nord-Sud, l'Angola et le congrès du P.C.S.F.

ALBANIE AUJOURD'HUI : Le Quotidien du Peuple avait, le 17 novembre dernier, célébré le quinzième anniversaire du discours d'Enver Hoxha à la réunion des 81 partis communistes de Moscou : il s'agissait de la première dénonciation du révisionnisme khrouchtchévien. Aujourd'hui, ce discours fait l'objet d'une réédition, ainsi que plusieurs textes jusqu'alors inédits en français, dans la dernière livraison de la revue *Albanie Aujourd'hui*. Ce numéro spécial est publié à l'occasion de la parution en Albanie du tome 19 des

PUNA (publiée par le Conseil Central des Unions professionnelles d'Albanie, n° 31 1975 - 2,50 F)

ALBANIE AUJOURD'HUI (revue politique et d'information n° 6 (25) 1975 - 3 F).

CAHIERS DU CEDAS (janvier 1976 - 3 F) en vente à l'Association des Amitiés Franco-Albanaises, 84, rue de Ménilmontant PARIS 20°. (Payables en timbres-postes)

MARDI 17 FÉVRIER

TF 1	20 h 00 - JOURNAL	l'écran «LE VIEIL HOMME ET LA MER», film de J. Sturges (1958)
	20 h 30 - «EN TOUTE INNOCENCE» Téléfilm	22 h 00 - Débat
	21 h 45 - LES ARCHITECTES DU NOUVEAU MONDE (le droit à la révolution - document) de M. Briones et Cl. Kirchner	23 h 35 - JOURNAL
A 2	20 h 00 - JOURNAL	FR 3
	20 h 30 - Les dossiers de	19 h 55 - JOURNAL
		20 h 00 - Les animaux chez eux (l'avenir qui nous attend)
		20 h 30 - «LE TEMOIN DU TROISIEME JOUR» Film de J. Smight (1956)

Feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ : Après l'élimination de la ligne aventuriste de Li Li-san, le soviétique du Kiangsi résiste victorieusement à quatre «Campagnes d'anéantissement» lancées par Tsiang Kai-chek. En octobre 1933, Tsiang lance sa Cinquième Campagne. Mao a terminé son récit, E. Snow poursuit.

21^e épisode LA CINQUIÈME CAMPAGNE D'ANÉANTISSEMENT

UNE GUERRE D'ÉPUISEMENT

Tsiang eut recours à une nouvelle stratégie afin de faire un plein usage de ses meilleurs atouts - ressources supérieures, équipement technique, accès illimité aux fournitures du monde extérieur (sur lequel les Rouges n'avaient aucun débouché), troupes mécanisées, ainsi qu'une aviation de guerre qui était arrivée à compter près de quatre cents appareils utilisables. Les Rouges avaient pris plusieurs des avions de Tsiang et ils avaient trois ou quatre pilotes, mais ils manquaient d'essence, de bombes et de mécaniciens. Au lieu de tenter d'emporter d'assaut les districts rouges par ses effectifs supérieurs, tactique qui s'était montrée désastreuse, Tsiang se servit cette fois du gros de ses troupes pour encercler les «bandits» et les assujettir à un blocus économique rigoureux. C'était maintenant essentiellement une guerre d'épuisement.

L'entreprise était des plus onéreuses. Tsiang Kai-chek construisit des centaines de milles de routes militaires et des milliers de redoutes, qui se couvraient les unes les autres par leur feu de mitrailleuses ou d'artillerie. Sa stratégie d'offensive défensive et sa tactique tendaient à réduire la supériorité de manœuvre des Rouges et accen-

tuaient les désavantages de leur infériorité numérique et de leur manque de ressources. En somme, le généralissime, dans sa fameuse Cinquième Campagne, édifia autour des districts soviétiques une sorte de Grande Muraille qui en se rétrécissant graduellement avait pour but d'enfermer l'Armée rouge et de l'écraser dans une trappe de pierre.

LA RETRAITE EST DÉCIDÉE

Nankin (1) était persuadé que ses efforts d'annihilation étaient sur le point de réussir. L'ennemi était pris au piège et ne pouvait s'échapper. Des milliers de paysans avaient été tués dans les bombardements et mitraillages quotidiens effectués par air, ainsi que par les «purgés» menées dans les districts réoccupés par le Kouomintang. L'Armée rouge elle-même, suivant Chou En-lai, perdit 60 000 hommes dans ce seul siège, et le sacrifice de vies humaines au sein de la population civile fut épouvantable. Des zones entières furent dépeuplées, parfois par migrations forcées, parfois par le moyen plus expéditif d'exécutions en masse. Le Kouomintang lui-même a admis que près d'un million de personnes ont été tuées ou sont mortes de faim au cours de cette réoccupation du Kiangsi soviétique.

Et pourtant, la Cinquième Campagne ne fut pas concluante. Elle échoua dans son objectif qui était la destruction des forces vives de l'Armée rouge. Au cours d'une conférence militaire convoquée à Joui-kin (2), il fut décidé d'ordonner la retraite et le transfert vers une autre base. Les plans de cette grande expédition, qui devait durer une année entière, furent minutieux et efficaces. Ils pourraient dénoter un certain génie militaire que les Rouges n'avaient pas montré durant leurs périodes d'offensive. Car c'est une chose que de

commander une armée victorieuse et conquérante et c'en est une tout autre que de mener à bonne fin un plan comportant des opérations de retraite au milieu d'écueils tels que ceux qui devaient se rencontrer au cours de la Longue Marche aujourd'hui célèbre.

LE DÉPART

La retraite du Kiangsi fut, de toute évidence, organisée avec tant de rapidité et dans un tel secret que le corps principal des troupes rouges, estimé à 90 000 hommes, était déjà en route depuis plusieurs jours quand le quartier général ennemi eut vent de ce qui se passait. Ils étaient sous les armes au sud de la province, la plupart des troupes régulières ayant été retirées du front nord et remplacées par des partisans. Ces mouvements avaient toujours lieu la nuit. Lorsque l'Armée rouge fut pour ainsi dire en entier concentrée près de Yu-tou, au Kiangsi du sud, le grand départ fut donné. C'était le 16 octobre 1934.

Pendant trois nuits, les Rouges se pressèrent vers l'ouest et le sud en deux colonnes. Le quatrième jour ils passèrent inopinément à l'attaque, pénétrant presque simultanément les lignes de fortifications du Hounan et du Koangtung. Ils les prirent d'assaut, mirent leur ennemi stupéfait en fuite et ne prirent pas un instant de répit avant qu'ils eussent occupé l'entier ruban de redoutes et de retranchements du front méridional. Cette action leur ouvrit les routes vers le sud et vers l'ouest, le long desquelles leur avant-garde engagea sa sensationnelle expédition.

(à suivre)

1 - Capitale du gouvernement Kouomintang.
2 - Capitale du Soviet du Kiangsi.

INTERNATIONAL

Sahara Occidental

Suite de la une

— QdP : Quel est le rapport de forces sur le terrain ?

— Les troupes royales marocaines se déplacent aujourd'hui dans le Sahara par très fortes unités.

Auparavant, de petites unités occupaient un point, comme Haoussa, Farsia, Jdeiria. Elles ont ainsi subi d'énormes pertes de la part de nos combattants. Alors, les troupes marocaines ont



Guérillas du F. Polisario en embuscade.

monté de très grosses colonnes qui ont pour but de parcourir le territoire pour prouver qu'elles contrôlent le Sahara.

Nos moyens ne nous permettent pas de faire face à cette concentration de forces, aussi nous l'attaquons sur ses arrières. Les bataillons qui sont laissés pour occuper différents points sont attaqués par nos forces et, c'est le cas à Amgalla, où l'unité chargée de rester sur place a été décimée. L'armée algérienne n'y est pour rien du tout.

— QdP : On nous dit que les troupes marocaines se promènent sans rencontrer de résistance...

— Bien sûr, elles rencontrent une résistance. Ainsi il y a des batailles sur beaucoup de fronts. A Haoussa, se déroule actuellement une grande bataille où les forces marocaines subissent des pertes importantes. La garnison marocaine est encerclée. De même à Jdeiria. Qu sud à Bir Enzaran, Arkoub, Aoucert, la bataille est quotidienne.

Aussi les troupes du roi sont-elles désorientées : leur colonne même n'avance pas aussi vite qu'ils le disent. Le Front a fait savoir samedi que les villes de Mahbes et de Guelta sont toujours sous son contrôle administratif. Ce sont les attaques sur les arrières de la colonne qui ont ralenti son avance.

Au Sahara aujourd'hui, c'est la guerre partout. Et nous lançons également des opérations contre le sud Maroc et en territoire mauritanien.

— QdP : Quels sont les moyens militaires du Front ?

— Les moyens militaires du Front ont évolué en fonction de l'évolution de la situation. L'aide de l'Al-

INTERVIEW DE MOKHTAR MALAININE

gérie n'a cessé d'augmenter depuis l'invasion du Sahara Occidental.

— QdP : Quel est le soutien que vous apporte l'Algérie ?

— C'est un soutien très précieux. Les Sahraouis qui vivaient dans les camps ont pu se replier en Algérie pour échapper aux bombardements et à l'avance de la colonne maro-

les camps de réfugiés.

Le peuple sahraoui ne déposera pas les armes tant que les forces maroco-mauritaniennes seront sur notre territoire. Cela, le roi du Maroc et ses exécutants le savent et ils peuvent poursuivre leurs tentatives d'extermination de notre peuple au-delà même des frontières sahraouies.

— QdP : Hier, une campa-

gérie a pris la responsabilité en soutenant la lutte du peuple sahraoui.

— QdP : Est-ce que la déclaration de Hassan ne contient pas une menace ?

— La déclaration de Hassan vise d'abord à embrouiller la situation, à faire croire que les combats opposent l'Algérie au Maroc, pour cacher qu'ils opposent en réalité le peuple sahraoui aux troupes marocaines.

Mais la menace précise est la suivante : les troupes marocaines ont entrepris l'extermination du peuple sahraoui. Elles ont envahi notre territoire, ont cherché à en expulser notre peuple, ont bombardé

que s'est développée à propos des cinq jeunes français, disparus au Maroc. Quelle est la position du Front sur cette question ?

— Je te renvoie aux communiqués publiés par le Front. Mais il y a un point que je voudrais souligner : deux français sont actuellement prisonniers du Front, et une enquête est en cours sur les raisons de leur présence dans notre territoire. Nous trouvons qu'il est étonnant que la Croix-Rouge Française et le Gouvernement français ne se soient pas inquiétés de leur sort et qu'ils n'aient pas jugé bon de prendre contact avec le Front pour avoir de leurs nouvelles.

mise au point du F. Polisario

A propos des cinq jeunes français

(Extraits)

Les autorités de Rabat se livrent depuis le début de la crise à une véritable action tendant à créer un malentendu entre nous et la France. Pour ce faire, tous les moyens sont bons y compris les provocations de crimes en vue, notamment, de soulever l'opinion française contre le peuple sahraoui et sa juste lutte pour la liberté et l'indépendance. Nous sommes sûrs que les bourreaux de Rabat ont monté ce scénario de toute pièce en vue de réaliser leur cynique dessein, peu importe la victime. L'on sait le nombre de vies innocentes que Hassan II et ses exécutants ont supprimées pour servir leur politique. L'exemple de Ben Barka et d'autres milliers d'exécutions sont encore assez récents pour être oubliés.

Il est objectivement impossible que les jeunes gens en question aient traversé la frontière en direction du territoire sahraoui, l'interdiction étant de rigueur. Toutes les inconnues donc au sujet de cette triste affaire se situent au niveau des forces militaires marocaines chargées de contrôler la frontière et c'est à ces forces, et à ces forces seules, de répondre de leur crime.

le 16 février 76

VISITE DU PREMIER MINISTRE YOUGOSLAVE A PARIS

LES RELATIONS POLITIQUES

C'est aujourd'hui que doit s'achever la visite officielle de M. Djemal Bijedic, chef du gouvernement fédéral de Yougoslavie. Cette visite doit préparer celle que Giscard entreprendra à l'automne prochain à Belgrade. On devait, officiellement, affirmer la «volonté des deux pays à diriger le dialogue entre l'Europe et le Tiers Monde».

Cette visite s'inscrit dans le développement des relations entre la France et la Yougoslavie. Tito, en juin dernier, évoquait les «intérêts communs» des deux pays : «des possibilités d'intensification de la collaboration existent, en particulier, dans les domaines économique, scientifique et culturel».

«Nous avons des points de vue identiques ou voisins sur la politique de détente et de coopération en Europe, ainsi que sur certains autres problèmes internationaux comme la crise du Proche-Orient».

C'est, en fait, sur le développement des relations politiques que Tito et Giscard entendent développer les relations commerciales. De part et d'autre, on prend bien soin d'insister sur l'appartenance des deux pays à une communauté géographique : celle des pays riverains de la Méditerranée. Sur ce plan, les bourgeoisies yougoslave et française ont de nombreux points d'accord. Sur le Moyen-Orient, outre le droit pour les Palestiniens d'avoir une patrie, ils affirment leur reconnaissance de l'«Etat» d'Israël et sa présence «nécessaire» au Moyen-Orient. A Belgrade, Sauvagnargues parlait en mai 75 de «frontières sûres et garanties pour tous les pays de la région» et Tito évoquait «la collaboration pacifique de tous les pays et peuples de la région sans exception». Communauté de vue, aussi, sur la «détente» en Europe, et la conférence d'Helsinki : sur ce plan, la-Yougoslavie est sou-

cieuse de voir le social-impérialisme cesser son ingérence directe dans les affaires intérieures yougoslaves en se livrant à des actions de subversion par agents pro-soviétiques interposés.

Mais l'élément déterminant demeure le rôle que la France voudrait voir jouer par ses relations avec la Yougoslavie dans son projet impérialiste «mondial». En effet, la Yougoslavie est membre du groupe des pays non-alignés, au sein desquels figurent beaucoup de pays du Tiers Monde. Si la France pouvait passer pour la grande amie de la Yougoslavie, cela pourrait peut-être aider ses tentatives de «collaboration» avec le Tiers Monde, qui demeurent fondamentalement celles d'un pillage néo-colonial des richesses de ce-lui-ci. On comprend donc de qu'il faut entendre par «caractère exemplaire» des relations franco-yougoslaves.

Camille NOEL

Le quotidien du peuple

En Palestine occupée plutôt la prison que l'exil

Des manifestations se déroulent depuis un mois dans plusieurs villes de Palestine occupée. Les dernières manifestations se sont déclenchées pour protester contre la prétention jordanienne sur la Cisjordanie. Le peuple palestinien en Palestine affirme, par là, que son seul représentant est l'OLP.

A Birah, les sionistes ont arrêté pendant les manifestations, la femme et les enfants de Abdel Jawad Saheh, maire de Birah, qui a été chassé de la Palestine, il y a plus d'un an. Sa femme et ses enfants ont été menacés d'emprisonnement s'ils ne quittaient pas la Palestine. Sa femme a refusé de quitter sa patrie : prenant les devants, elle est allée directement en prison, avec ses enfants. Cette nouvelle forme de résistance, plutôt rester chez soi, même en prison que de quitter sa terre, montre la volonté du peuple palestinien de vivre dans sa patrie pour la libérer.

Angola

Au fur et à mesure que les troupes du MPLA et leurs soutiens cubains avancent en direction de la frontière sud du pays, la question devient de plus en plus celle d'un éventuel affrontement avec les troupes sud-africaines stationnées dans cette région. A ce sujet, selon des nouvelles en provenance d'Afrique du Sud, Prétoria aurait reçu et accepté une offre de négociations : contre la reconnaissance par Prétoria de la «République Populaire d'Angola», proclamée par le MPLA, ce dernier accepterait l'exploitation commune du barrage de Caluêque, au sud de l'Angola et respecterait les investissements sud-africains en Angola. Une grande entreprise minière qui possède des intérêts en Angola servirait de médiateur entre le MPLA et l'Afrique du Sud, qui réclamerait des garanties pour les 1 300 millions de francs investis dans le barrage. Toutefois, l'affrontement entre les forces sud-africaines et celles du MPLA n'est pas à écarter : Prétoria a décidé de transférer les bases de ses bombardiers et de ses Mirage dans des sites plus rapprochés du front angolais.

Albanie : le budget de 1976 est adopté

L'Assemblée Populaire de la République Populaire d'Albanie a adopté le budget de l'année 1976, qui prévoit un excédent de recettes de 200 millions de leks. La ventilation interne du budget a été définie comme suit : développement de l'économie générale 63,3 % ; activités socio-culturelles : 22,3 % ; défense nationale : 11 %. Quant au budget de l'Etat lui-même, il n'excédera pas 1,2 %...

Lockheed : l'arroseeur arrosé

Chaque jour nous apporte maintenant son lot de pays royalement «arrosés» en vue d'acheter du matériel aéronautique Lockheed. C'est, aujourd'hui, au tour de l'Afrique du Sud, du Nigéria, de la Grèce et de l'Espagne. Les chiffres cités restent impressionnants : 72 millions de nos francs aux caisses de la CDU/CSU ouest-allemande, et à la cassette privée de Franz Joseph Strauss, 9 millions de dollars de commission pour un contrat de vente avec Prétoria de 117 millions de dollars, etc...

Mais ces pratiques semblent devoir maintenant se retourner contre la firme elle-même : le Japon demande une remise sur le prix de cinq des 21 Tristar en instance de livraison, afin de compenser le montant des pots-de-vin versés pour l'obtention de la commande. Pour sa part, le Canada annonce son intention de revoir les commandes d'avions de type Orion. A force de verser des pots-de-vin, Lockheed va payer les pots cassés.

Irlande : la répression s'amplifie

Depuis la mort de Franck Stagg, la répression qui s'est abattue en Irlande du Nord sur son peuple a déjà fait dix morts, dont trois femmes assassinées par les troupes britanniques dans une maison de Belfast dimanche soir. On compte les blessés par dizaines. Les forces d'occupation britanniques ont eu à faire face aux nombreuses attaques des militants irlandais. Samedi soir, plusieurs dizaines de fourgons postaux étaient incendiés à la Grande Poste de Londonderry, cependant que d'autres militants irlandais commençaient un siège de deux jours d'un camp militaire britannique à l'ouest de Belfast, l'attaquant au lance-roquette. Lundi, c'était au tour d'un centre de radio de l'armée britannique, au-dessus de Belfast : les militants irlandais se sont retirés en bon ordre après une attaque de plusieurs heures, lorsqu'arrivèrent des renforts britanniques.